

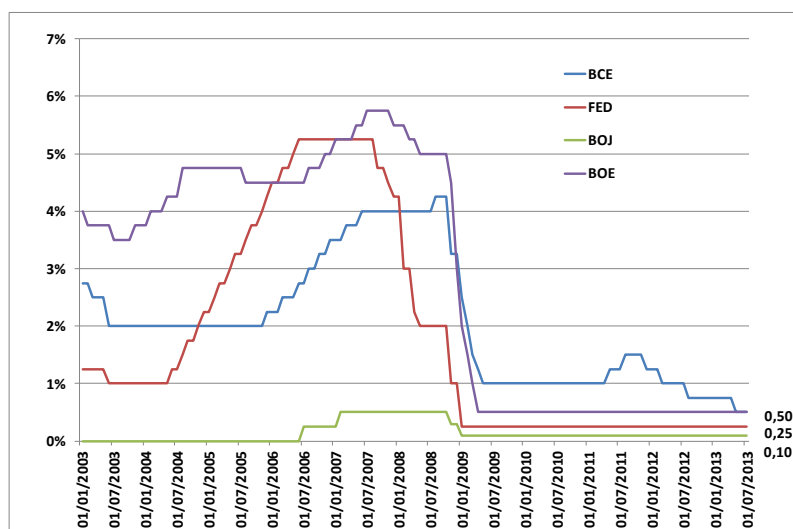
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

BCE : Les taux directeurs restent inchangés

Lors de sa réunion du 1^{er} août 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Dans le même temps, les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité économique. Notre politique monétaire vise toujours à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique qui devrait intervenir avant la fin de l'année et en 2014. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire (...). Après six trimestres de contraction du PIB dans la zone euro, les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration modeste par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité à des niveaux faibles. Dans le même temps, la situation sur le marché du travail reste morose (...). S'agissant de l'analyse monétaire, l'expansion monétaire sous-jacente et, en particulier, la croissance du crédit sont demeurées atones en juin (...). La faible dynamique des prêts continue de traduire essentiellement le stade actuel du cycle économique, l'intensification du risque de crédit ainsi que l'ajustement en cours des bilans des agents financiers et non financiers. ».

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Légère hausse du nombre de demandeurs d'emploi en juin en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est établi à 3 279 400 à fin juin 2013. Ce nombre est en hausse par rapport aux chiffres de mai (+0,5 %, soit 14 900 chômeurs de plus). Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 11,2 %.

Stabilité du taux de chômage en ZE17

Dans la zone euro (ZE17), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 12,1 % en juin 2013, stable par rapport à mai. Dans l'UE27, le taux de chômage a été de 10,9 %, en baisse par rapport au taux de 11,0 % relevé en mai. Dans les deux zones, les taux ont augmenté par rapport à juin 2012, où ils se situaient respectivement à 11,4 % et 10,5 %. Selon les estimations d'Eurostat, 26,4 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en juin 2013 dans l'UE27, dont 19,27 millions dans la zone euro. Comparé à juin 2012, le chômage s'est accru de 1,1 million de personnes dans l'UE27 et de 1,13 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,6 %), en Allemagne (5,4 %) ainsi qu'au Luxembourg (5,7 %), et les plus élevés en Grèce (26,9 % en avril 2013) et en Espagne (26,3 %).

Inflation

Légère augmentation des prix en France en juin

Après une hausse en mai 2013 de 0,1 %, l'indice des prix à la consommation (IPC) a également augmenté de 0,2 % au mois de juin en France. Sur un an, il s'accroît de 0,9 % en juin (après +0,8 % en mai et +0,7 % en avril). Cette évolution est imputable à la hausse des prix, en partie saisonnière, de certains services et produits alimentaires. Ainsi, le prix des services d'hébergements augmente de 5,5 % (contre 4,5 % en juin 2012). Les prix de l'énergie et des produits manufacturés sont globalement restés inchangés en juin.

Stabilité du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,6 % en juillet 2013, stable par rapport au mois de juin, où il était également de 1,6 %, selon une estimation publiée par Eurostat. Comme en juin, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juillet (+3,5 % contre 3,2 % en juin), suivis de l'énergie (+1,6 % stable par rapport à juin), des services (+1,4 % stable également) et des biens industriels hors énergie (+0,4 % contre +0,7 % en juin).

Asie/Pacifique

Japon : Hausse de la TVA décalée pour ne pas pénaliser la reprise

La hausse de 5 % à 8 % prévue en avril 2014 pourrait être décalée afin de ne pas pénaliser la reprise actuelle de l'activité. Le taux de chômage a baissé en juin à 3,9 % se situant à son plus bas niveau depuis octobre 2008. La politique de dépréciation du yen semble aller vers une sortie progressive de la déflation. Sur un an, l'indice des prix sous-jacent hors produits frais a augmenté de 0,4 % en juin, contre 0 % en mai. L'objectif du Premier ministre est de revenir à un taux inflation de 2 % à l'horizon de deux ans.

Croissance maintenue en Chine et forte contraction de l'activité manufacturière

Le FMI a maintenu sa prévision de croissance à 7,75 % pour 2013 tout en notant la forte contraction de l'activité manufacturière et la chute inattendue de l'excédent commercial en juin. Il met également en garde contre le poids croissant du « shadow banking » et contre l'endettement mal contrôlé des municipalités et des collectivités locales qui s'élevait en 2012 à 45 % du PIB selon le FMI.

Face à la poursuite du ralentissement économique, le Premier ministre, Li Keqiang, a annoncé en juillet des mesures visant à soutenir la croissance du PIB au-dessus des 7 %. Le réseau ferré, les PME, les industries d'avenir et les exportateurs seront stimulés par différents dispositifs d'aide.

Actualité législative

Arrêté du 29 juillet 2013 relatif aux taux mentionnés dans le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 86-13 du 14 mai 1986 relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=?cidTexte=JORFTEXT000027778086&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>. A compter du 1^{er} août 2013, les taux des Livrets A, du Livret bleu, des Livrets de développement durable (LDD) sont ramenés de 1,75 % à 1,25 %, le taux du Livret d'Épargne Populaire passe de 2,25 % à 1,75 % et le taux de CEL (hors primes d'état et avant prélèvements sociaux) est ramené de 1,25 % à 0,75 %.

2 – Actualité régionale

Fidji inscrit pour la première fois sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO

La ville portuaire de Levuka est le premier site fidjien à être inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. L'ancienne capitale de l'archipel figure parmi six autres sites approuvés lors de la 37^e session du Comité de l'UNESCO, qui s'est achevée fin juin 2013. Selon l'organisation, le site de Levuka est un exemple rare de ville portuaire coloniale, dont le développement a été influencé par la communauté autochtone reprenant les traditions locales de construction. À cette occasion, l'Attorney-General, Aiyaz Sayed-Khaiyum, également ministre du Tourisme, a souligné l'intérêt de cette inscription qui, sur le plan économique, pourrait se traduire par l'ouverture d'opportunités pour les entreprises.

L'Organisation mondiale de la santé à Samoa pour poursuivre la concrétisation du concept d'îles-santé dans le Pacifique

La dixième réunion des ministres de la Santé des pays océaniques s'est tenue du 2 au 4 juillet à Apia et a réuni une vingtaine d'États et Territoires insulaires océaniques afin d'améliorer l'offre en termes de santé publique. Cette réunion a été organisée par les autorités samoanes avec le soutien du Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour le Pacifique occidental et du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS). La rencontre a permis de renforcer au niveau régional le concept d'îles-santé et s'est attachée à poursuivre trois objectifs premiers soit : la lutte contre les maladies non transmissibles, la définition de déterminants sociaux se rapportant à la santé ainsi que le renforcement de la formation professionnelle.

Nouvelle aide financière accordée au Vanuatu par la France et la Nouvelle-Calédonie

La conférence de la commission mixte de la Convention de coopération régionale entre la Nouvelle-Calédonie, le Vanuatu et la France s'est tenue le 20 juillet à Port-Vila. Suite au bilan annuel très positif des différents projets menés pour le développement de l'archipel, de nouveaux projets ont été approuvés. Une enveloppe de 36,2 millions de F CFP est allouée au Vanuatu pour soutenir différents projets de développement nationaux. Consacrée en grande partie au système éducatif, les secteurs de la culture et de la science profiteront également de cette aide financière cofinancée à part égale par la France et la Nouvelle-Calédonie. La récente mise en place d'une licence francophone dans les domaines de l'administration et de l'économie sociale est également concernée par cette aide.

3 – Brèves locales

Rapport du ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Forêt sur le développement du secteur primaire local

Suite à sa mission sur Wallis-et-Futuna, M. Jean-Pierre Bastié, Conseiller pour l'Outre-mer du ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Forêt, a rendu son rapport sur le développement et la structuration du secteur primaire local. Précisant qu'un grand nombre d'habitants pratiquent à la fois l'agriculture, l'élevage et la pêche, avec pour vocation première la satisfaction des besoins familiaux et coutumiers, il observe que ce secteur est délaissé par les jeunes wallisiens et futuniens. Afin de développer le secteur et de remobiliser ses acteurs, M. Jean-Pierre Bastié préconise une action fondée sur trois axes stratégiques : 1) l'inscription du secteur comme priorité politique, 2) l'accompagnement et le soutien aux acteurs des différentes branches, 3) la mobilisation des acteurs de la formation, de la recherche et du développement.

9^e édition des Mini-Jeux du Pacifique : Bilan à un mois de la compétition

À un mois de la cérémonie d'ouverture, le Comité organisateur des Mini-Jeux est particulièrement mobilisé et multiplie ses actions au regard des différentes disciplines sportives inscrites. De nombreuses formations sont proposées aux futurs volontaires associés à l'évènement. Celles-ci touchent à la sécurité, à l'arbitrage, aux premiers secours, à l'accueil, à la restauration et à la communication. Le nombre de volontaires inscrits pour apporter un appui au bon déroulement de la manifestation est encore jugé trop faible par le Comité organisateur qui attend des renforts en provenance de Nouvelle-Calédonie. Deux délégations ne participeront pas à l'évènement sportif, les îles Mariannes du Nord et Tokelau ; l'évènement compte toutefois 809 athlètes et 278 accompagnants. Les infrastructures destinées aux manifestations sportives sont sur le point d'être livrées.

Wallis-et-Futuna 1^{ère} s'offre une nouvelle régie

Wallis et Futuna 1^{ère} a procédé au renouvellement du matériel de sa régie et se hisse désormais au même niveau que les autres stations de France Télévision. L'inauguration de la nouvelle régie a eu lieu le 15 juillet en présence du Préfet, des représentants de la chefferie, de la Présidente de l'Assemblée Territoriale ainsi que de représentants de la Direction générale de France Télévision. L'investissement d'un montant total de 300 millions de F CFP porte à la fois sur l'acquisition d'équipements et le réaménagement des locaux ; il permettra à chaque wallisien et futunien d'accéder à un service public d'information amélioré.

Départ de Jean-Paul Mosnier, Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna

Jean-Paul Mosnier, Secrétaire Général des îles de Wallis et Futuna depuis deux ans et demi, a quitté ses fonctions le 15 juillet après avoir reçu du Préfet, fin juin, l'insigne de chevalier de l'ordre national du Mérite. Il rejoint la sous-préfecture de Guingamp (Côtes d'Armor). Son successeur, Pierre Simunek, sous-préfet de Lannion depuis décembre 2009, est attendu sur l'archipel pour la fin août. Il sera chargé, sous l'autorité du Préfet, d'animer et de coordonner l'activité des services de l'État et du Territoire.

Publications

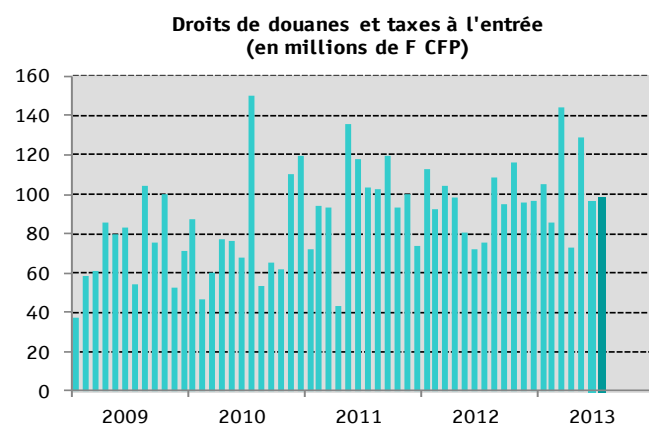
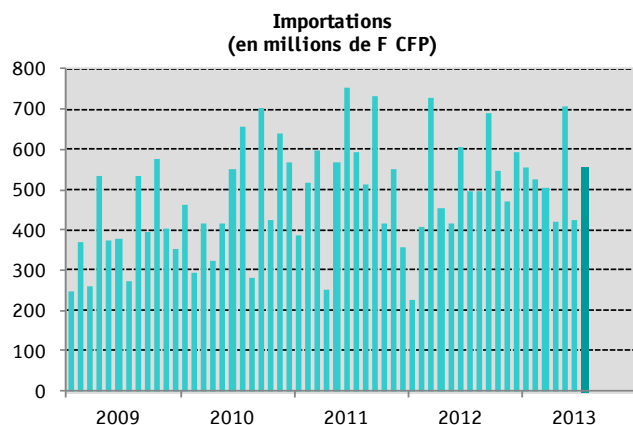
L'IEOM vient de publier le Panorama de Wallis-et-Futuna, édition 2013 (2012). Celui-ci est téléchargeable sur notre site internet : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne100_portrait_panorama_2012_wallis.pdf

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		2T 13	115,33	-	2,2%
SMIG mensuel en XPF		août-13	89 149	-	3,5%
Nombre d'emplois salariés		déc-12	2 087	-	3,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	juil-13	557	30,7%	12,7%
	cumulées	juil-13	3 694	-	10,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juil-13	98	1,3%	30,8%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	juil-13	732	-	15,2%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	juil-13	244	-	-6,0%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	juin-13	1 641	4,7%	9,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	juin-13	565	-8,2%	-6,1%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	juin-13	140	-8,9%	-7,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juil-13	nc	-	-
	cumulé	juil-13	nc	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juil-13	nc	-	-
	cumulé	juil-13	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	juil-13	3	-50,0%	50,0%
	cumulées	juil-13	30	-	42,9%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	juil-13	16	60,0%	33,3%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile
nc : non communiqué

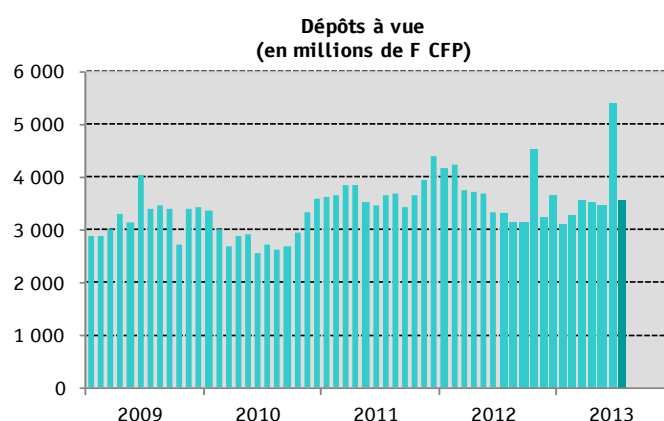
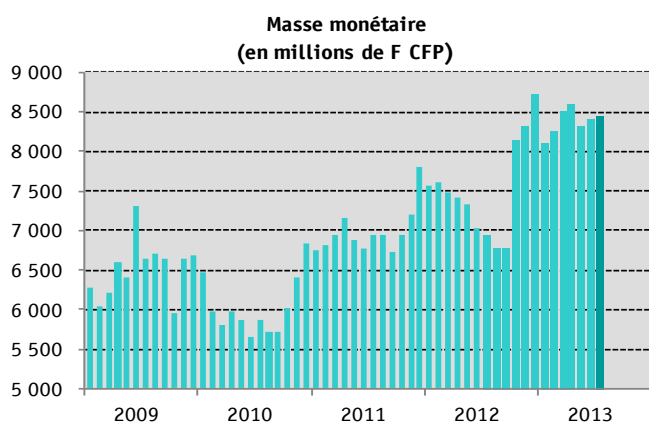


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Légère augmentation de la masse monétaire et forte contraction des dépôts à vue en rythme mensuel

en millions de F CFP	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 116	2 139	2 120	-0,9%	0,2%
Dépôts à vue	3 289	5 406	3 551	-34,3%	8,0%
Total M1	5 405	7 545	5 671	-24,8%	4,9%
M2-M1	557	448	465	3,8%	-16,5%
Total M3	6 947	8 405	8 448	0,5%	21,6%



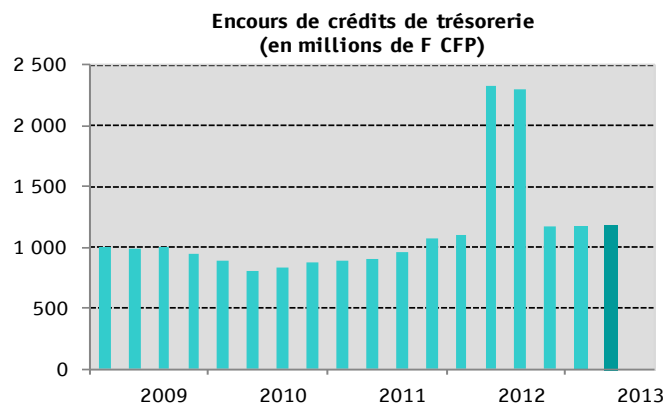
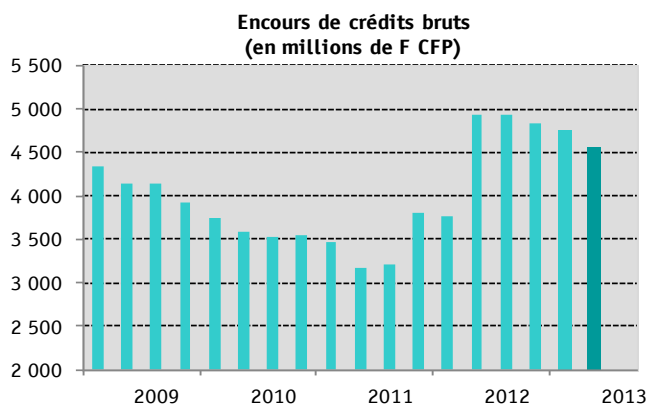
Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits

en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	▲/an
Crédits de trésorerie	896	2 324	1 188	-48,9%
Crédits à l'équipement	1 136	1 429	2 168	51,7%
Crédits à l'habitat	353	401	447	11,5%
Autres crédits	207	263	283	7,7%
Total encours sain	2 592	4 418	4 086	-7,5%
Créances douteuses brutes	586	508	473	-7,0%

Total encours brut

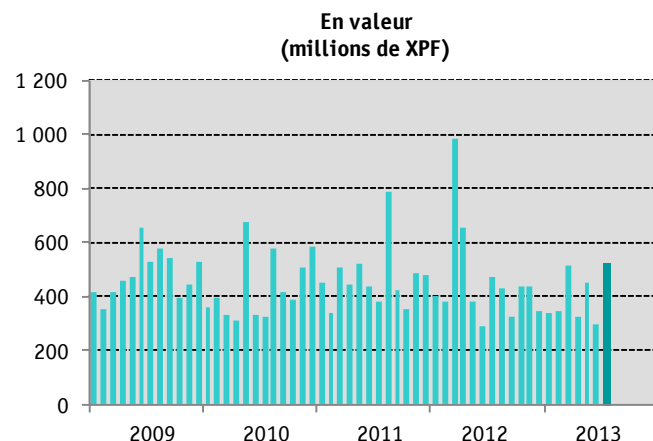
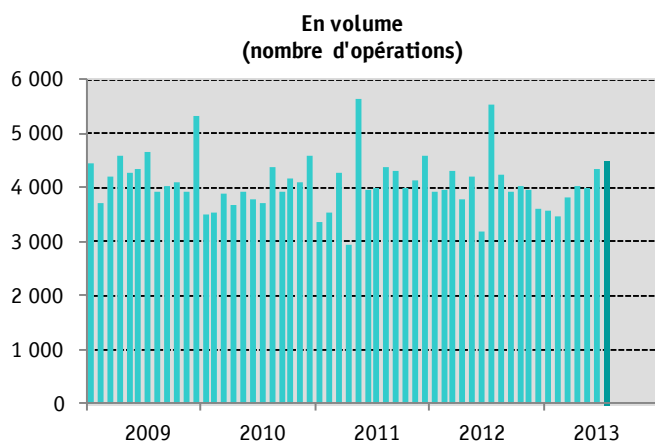
3 178	4 926	4 559	-7,4%
--------------	--------------	--------------	--------------



Compensation

Forte augmentation des opérations de compensation en valeur

	juil-12	juin-13	juil-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	5 536	4 328	4 464	27 664	3,1%	-19,4%
Compensation (en millions de CFP)	476	297	522	2 802	76,0%	9,6%



Incidents bancaires

Rebond des incidents bancaires

en nombre	juil-12	juin-13	juil-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	115	82	91	453	11,0%	-20,9%
Retraits de cartes bancaires	1	2	2	16	0,0%	100,0%

Interdits bancaires

Réduction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	435	364	358	-1,6%	-17,7%
- dont personnes physiques	421	353	347	-1,7%	-17,6%
- dont personnes morales	14	11	11	0,0%	-21,4%

Léger recul du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	juil-12	juin-13	juil-13	▲ / mois	▲ / an
Cotes valides	36	45	42	-6,7%	16,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	9	17	16	-5,9%	77,8%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	2013	▲ / an
Indicateurs économiques					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	2T	107,14	112,85	115,33	2,2%
Entreprises					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juillet	12	14	11	-21,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juillet	568	404	560	38,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juillet	85	20	61	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juillet	8	2	8	300,0%
Ménages					
emploi salarié (nb)	décembre	2 027	2 087	-	3,0%
dont secteur privé	décembre	841	841	-	0,0%
dont secteur public	décembre	1 186	1 246	-	5,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	août	486	510	528	3,5%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juillet	390	421	347	-17,6%
décision retrait cartes bancaires (nb)	juillet	0	1	2	100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	juillet	132	115	91	-20,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juillet	998	875	1 006	14,9%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juillet	473	501	530	6,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juillet	181	194	183	-5,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juillet	11	10	8	-20,0%
Échanges extérieurs en millions de XPF					
importations	juillet	3 665	3 331	3 694	10,9%
exportations	juillet	-	-	-	-
recettes douanières	juillet	905	903	983	8,9%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	juillet	660	636	732	15,2%
dont taxes intérieures de consommation	juillet	236	259	244	-6,0%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire en millions de XPF					
Dépôts à vue	juillet	3 643	3 289	3 551	8,0%
M1	juillet	5 715	5 405	5 671	4,9%
M2	juillet	6 298	5 962	6 136	2,9%
Dépôts à terme	juillet	652	985	2 312	134,7%
M3	juillet	6 951	6 947	8 448	21,6%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
	juin	202	203	200	-1,2%
Ménages	juin	1 272	1 453	1 537	5,7%
<i>dont crédits à la consommation</i>	juin	919	1 186	1 212	2,2%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	juin	353	268	325	21,2%
Entreprises	juin	950	2 638	2 255	-14,5%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	juin	64	1 290	17	-98,7%
<i>dont crédits d'investissement</i>	juin	847	1 156	1 944	68,2%
Collectivités locales	juin	289	274	224	-18,1%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	80	52	70	34,5%
créances douteuses brutes	juin	586	508	473	-7,0%
taux de créances douteuses	juin	18,4%	10,3%	10,4%	0,1 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	juin	2 882	3 071	3 066	-0,1%
<i>dont assurances-vie</i>	juin	930	976	964	-1,2%
Sociétés	juin	1 368	1 665	1 535	-7,8%
Autres agents	juin	3 966	3 719	3 837	3,2%

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	08/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/08/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	08/07/2013	0,15%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/07/2013	30/06/2013	Var. M-1
EONIA	0,1430%	0,2080%	- 0,065 pt
EURIBOR 1 mois	0,1310%	0,1230%	+ 0,008 pt
EURIBOR 3 mois	0,2280%	0,2180%	+ 0,010 pt
EURIBOR 6 mois	0,3410%	0,3350%	+ 0,006 pt
EURIBOR 12 mois	0,5360%	0,5270%	+ 0,009 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/07/2013	30/06/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0931%	0,0947%	- 0,002 pt
EURIBOR 1 mois	0,1250%	0,1200%	+ 0,005 pt
EURIBOR 3 mois	0,2210%	0,2100%	+ 0,011 pt
EURIBOR 6 mois	0,3350%	0,3200%	+ 0,015 pt
EURIBOR 12 mois	0,5250%	0,5060%	+ 0,019 pt
TMO	2,5100%	2,4600%	+ 0,050 pt
TME	2,3100%	2,2600%	+ 0,050 pt
TRBOSP	2,5300%	2,6100%	- 0,080 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/07/2013	30/06/2013	30/05/2013	31/07/2013	30/06/2013	30/05/2013	31/07/2013	30/06/2013	31/05/2013
taux JJ	0,180%	0,175%	0,110%	0,081%	0,093%	0,101%	0,505%	0,495%	0,470%
3 mois	0,310%	0,320%	0,360%	0,157%	0,156%	0,154%	0,550%	0,560%	0,590%
10 ans emprunts phares	2,690%	2,540%	2,180%	0,800%	0,850%	0,870%	2,380%	2,450%	2,010%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
Prêts-relais	5,44%	Découverts en compte (1)	13,36%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,09%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,77%	Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,05%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	89,8921	1 NZD/XPF	71,6793	1 HKD/XPF	11,5917	1 GBP/XPF	136,6133	
100 JPY/XPF	91,7936	1 AUD/XPF	81,0402	1 SGD/XPF	70,6147	100 VUV/XPF	91,3120	1 FJD/XPF	47,1928